l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 09/05/2022

On n'arrête pas le progrès ?

Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.

États-Unis : offensive réactionnaire…

Selon les révélations du média *Politico*, la Cour suprême des États-Unis s'apprête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie dans chacun des 50 États des États-Unis au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui au Texas promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

… et anti-ouvrière

Car l'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75 % sous le seuil de pauvreté.

Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90 % des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000, plus de deux fois plus que les autres pays riches, et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau de pays pauvres comme le Panama ou l'Équateur !

Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumis à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés aux centres du planning familial et la prégnance des idées réactionnaires parmi tout un pan des médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font d'ailleurs leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires communient, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chaque individu de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux culs-bénis et aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté… Et c'est bien là qu'est l'espoir !

Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la Women's March a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69 % des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

Union rénovée, vieille politique

Une nouvelle gauche unie est née, pour contrer Macron nous dit-on, ou pour en devenir le Premier ministre si l'on en croit les affiches de Mélenchon. On connait la chanson de ces alternances gauche-droite qui ne changent rien, de ces cohabitations qui montrent à quel point tous ces politiciens, une fois au pouvoir, mènent la même politique, celle des patrons et des riches.

Le « programme partagé » de cette nouvelle union ne déroge pas à la règle. Le Smic qu'il promet à 1 400 euros, 50 de plus que la promesse présidentielle d'Anne Hidalgo, 100 de moins que celle de Fabien Roussel, est dérisoire face à l'inflation qui s'annonce galopante. Idem pour la promesse de « retraite à 60 ans », ô pardon « droit à la retraite à 60 ans ». Avec quel montant ? Qui, avec le chômage et un premier boulot qu'on ne décroche que tard, aura 40 annuités avant 62 ou 64 ans ? Combien de femmes surtout, qui s'arrêtent pour élever des enfants ? Et les promesses n'engagent personne.

Pour riposter aux attaques annoncées contre nous par Macron (retraite, assurance chômage, salaires maintenus au plancher), il va falloir se préparer à autre chose que ce prétendu « troisième tour électoral » : à un troisième tour social, par nos mobilisations et nos luttes.

Quand l'Ordre fait la chasse aux sorcières

Les IDE non-vaccinées suspendues doivent aujourd'hui faire face à de nouvelles sanctions provenant de l'Ordre infirmier. À Besançon, ce dernier poursuit deux professionnelles qui refusent de se radier. Cette situation est d'autant plus injuste que si le soignant décide de se faire vacciner, ou s'il contacte le Covid 19, il peut retravailler ! Par ailleurs, qui sait jusqu'à quand la loi leur interdisant d'exercer va perdurer ?

La situation empire pour les malades…

En neurochirurgie, 8 lits sur 51, soit 16 % viennent d'être fermés à cause du manque d'IDE, d'AS et d'ASH et cela afin de ne pas faire imploser le reste de l'équipe.

De plus en plus de malades sont hébergés dans des services qui ne relèvent pas de leur pathologie. Par exemple, la semaine dernière, en neurochirurgie, il y avait des patients de gériatrie, neurologie, chirurgie digestive, traumatologie, endocrinologie, etc.

… et pour les salariés

On dénombre près de 12 % d'absentéisme depuis plusieurs mois parmi le personnel paramédical. Une situation inédite ! Entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2022 l'hôpital a perdu 310 agents.

En grève contre les fossoyeurs de l'hôpital

« Au moins un quart des services d'urgence sont au bord de la rupture » a déclaré à la presse l'Association des médecins urgentistes de France. « 80 000 lits ont été supprimés en vingt ans. »

La colère est en train de franchir un seuil : à Orléans, une grève continue où seules les urgences vitales sont admises, à Chartres quatre services ont désormais rejoint la grève, comme la semaine dernière, à Colombes, La Roche-sur-Yon, Nantes, Caen… et ailleurs !

Mieux vaut être sourd que d'entendre ça

Une sénatrice républicaine aux États-Unis a déposé un projet de loi devant la Chambre de l'État de l'Ohio visant à interdire l'avortement dans tous les cas de figure, même après un inceste ou un viol.

Et d'argumenter : *« Bien sûr le viol est une honte, mais il donne une chance à une femme, quel que soit son âge, de devenir mère. »*

Pendant qu'elle y est, elle pourrait aussi proposer de décorer les violeurs pour avoir donné une telle chance aux femmes qu'ils ont agressées…

Tout augmente, et nos salaires ?

Fin avril, l'inflation atteint 4,8 % sur un an. Après l'énergie et l'essence, c'est dans l'alimentation et les services que la hausse des prix s'accélère. Et cela devrait empirer les prochains mois. Ces chiffres ne font que confirmer la perte de pouvoir d'achat que l'on constate chaque jour. Et la nécessité d'imposer des hausses de salaire, pensions et allocations et leur indexation sur la hausse des prix !

Des millions pour repousser les réfugiés

Accusé d'avoir cautionné des refoulements illégaux de migrants – un peu trop visibles – au large de la Grèce, Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, a dû démissionner. Un fusible saute, mais rien ne change. Cette affaire met en lumière ce qu'est Frontex : l'agence européenne la mieux dotée, avec un budget de 900 millions d'euros par an, pour empêcher toutes celles et ceux qui fuient la misère et les guerres de trouver refuge en Europe.

Alors que tout cet argent pourrait permettre de les accueillir dignement.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/